



Forte mobilisation de la société civile contre le racisme malgré des entraves policières

Contre tous les racismes, pour l'égalité des droits, nous avons été au moins une centaine de milliers de personnes à marcher dans près de 200 villes et villages partout en France. Nous nous réjouissons du succès de cette mobilisation, qui a montré le visage de la société solidaire que nous voulons. Cette mobilisation unitaire organisée par le collectif « Né·es ici ou venu·es d'ailleurs » et par la Marche des solidarités démontre qu'il existe dans ce pays une force issue de la société civile qui ne laissera pas impunément l'extrême droite, et ceux qui la copient au plus haut niveau de l'Etat, distiller leur venin.

Alors que l'extrême droite attend patiemment son heure, que le gouvernement reprend une grande partie de ses obsessions et idées, que certains médias accueillent un racisme de plus en plus décomplexé, les manifestations du 22 mars 2025 ont montré que nous ne sommes pas condamnés au repli sur soi et à la haine de l'autre. Nous avons aussi affirmé notre solidarité à l'égard de celles et ceux dont les droits fondamentaux sont menacés par des régimes autoritaires à travers le monde.

Notre collectif entend s'inscrire dans le temps long pour amplifier la contre-offensive dont le 22 mars 2025 aura été un moment clé. L'agression antisémite du rabbin d'Orléans, Arié Engelberg, le jour même de notre mobilisation, nous choque et nous attriste, montrant le travail qui reste à accomplir conjointement face au racisme et à l'antisémitisme, dans un contexte où les agressions se multiplient.

La marche parisienne a été entachée de violences policières, l'avant de la manifestation ayant été gazée à plusieurs reprises et chargée violemment par les forces de l'ordre. La charge contre les banderoles de tête, à une rue de la place de la Nation, lieu de la dispersion, interroge sur les objectifs de cette manœuvre disproportionnée.

Nous exprimons notre entière solidarité à l'égard des militant·es des collectifs de sans-papiers dont certain·es ont été matraqué·es sans ménagement. Cette dérive qui porte atteinte au principe fondamental de la liberté de manifestation appelle des explications de la part du préfet de police et l'ouverture d'une enquête afin de déterminer la chaîne de responsabilité qui a permis de telles exactions.

Nous demandons également la levée sans délai des obligations de quitter le territoire (OQTF) visant les jeunes mineur·es de la Gaité lyrique et affirmons notre solidarité indéfectible à l'égard de leurs revendications légitimes.

Malgré de telles intimidations, nous continuerons à lutter pied à pied contre le poison du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie et pour une société de solidarité, d'égalité, de justice, et de respect des libertés.